

Avis adopté

Séance plénière du 11 juillet 2023

Quelles solutions pour des mobilités durables et inclusives en zones peu denses

Déclaration du groupe Associations

La mobilité est un enjeu essentiel pour la société. Elle permet d'accéder à l'emploi, à la santé, à l'éducation, au sport, ou encore à la culture.

En ce sens, les solutions de mobilité durables et inclusives sont des leviers essentiels pour l'insertion, l'épanouissement et le développement durable. Malheureusement, l'accès universel à ces solutions est loin d'être une réalité.

Cet avis offre une description fidèle de la situation et des difficultés, qui ont notamment été rappelées lors de l'évènement politiques de jeunesse(s), organisé au CESE le 26 avril 2023. En effet, à cette occasion, les jeunes ruraux et périurbains avaient témoigné des difficultés rencontrées pour se mouvoir dans leurs territoires ou quartiers, et/ou pour en sortir. Ce tant pour des questions d'infrastructures que de craintes de l'ailleurs.

La mobilité est construite à destination de la ville, bassin d'emploi et de loisirs. Le coût et les faibles amplitudes horaires des transports publics – lorsqu'ils existent – sont des freins réels, amplifiés dans les territoires ruraux où l'importance du permis et de la voiture sont essentiels pour l'autonomie. Il s'agit-là d'un enjeu majeur car, par exemple, la moitié des personnes en réinsertion professionnelle refuse un emploi pour des raisons de mobilités. Or, quand on est jeune en zone rurale ou dans un quartier, pour « réussir », il faut saisir des opportunités qui, trop souvent, nécessitent de quitter son territoire.

Développer les mobilités permettrait ainsi de lutter contre cet isolement. Le groupe des associations salue ce travail où coexistent trois ambitions majeures concernant les mobilités : assurer l'égalité d'accès pour tous et toutes ; permettre à chaque jeune de saisir les opportunités pour « réussir » sans quitter son territoire ; le tout, en préservant notre planète pour les générations futures. En effet, si la mobilité doit être facilitée pour toutes et tous en secteur rural, nous ne pouvons continuer avec ce règne de la voiture individuelle qui est résolument incompatible avec l'absolue nécessité d'agir pour l'environnement.

Rappelons que le secteur des transports est celui qui émet le plus de gaz à effet de serre. Néanmoins au nom de la planète, trop souvent sont exclus celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder à des outils parfois onéreux. L'absurdité des ZFE-m, excluantes pour les plus précaires ne pouvant renouveler leurs vieux véhicules thermiques, ne peut être considérée comme l'alpha et l'omega de la politique de transport durable. Il faut rappeler que c'est l'opposition entre « fin du monde » et « fin du mois » qui avait été l'un des déclencheurs du mouvement des Gilets Jaunes, débuté à la suite de la hausse de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques).

Décidément les expériences passées, même récentes, ne servent pas à penser et mettre en œuvre de vraies politiques publiques inclusives, efficaces et acceptables.

En proposant des mobilités alternatives, complémentaires et pour tous et toutes, cet avis offre des solutions concrètes pour mener ces ambitions d'inclusivité et d'égalité avec notamment, une pérennisation de la sensibilisation dès le plus jeune avec le plan savoir rouler à vélo ; en encourageant les bonnes pratiques comme les mobilités partagées ; ou encore en invitant à concevoir une offre de déplacement sans rupture jusqu'au dernier kilomètre, grâce à l'intermodalité.

Pour finir, le groupe des associations insiste sur un point : bâtir une politique de mobilité durable en se basant sur l'expertise et les besoins des habitantes et habitants est urgent. Les solutions proposées dans l'avis ne fonctionneront que si elles prennent en compte tous les publics et les associent à leur conception.

La mobilité est restée pendant longtemps un privilège réservé à ceux qui possèdent une voiture.

Aujourd'hui, avec les solutions de mobilité durables et inclusives, il est notre devoir d'en faire un droit pour tous.

Le groupe des associations a voté en faveur de cet avis.